

Un nouveau spectacle par L'ÉCHO D'UN PEUPLE
présenté qu'une seule fois!

L'esprit du lys et du trille

Célébrons ensemble!

400 années de présence française en Ontario,
les 100 ans de l'ACFÉO-ACFO-AFO, les 35 ans de notre drapeau
et le tout premier Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes

400 COMÉDIENS, DANSEURS ET CHANTEURS!

LE VENDREDI 24 SEPTEMBRE À 19 H 30 - CENTRE LANSDOWNNE D'OTTAWA
BILLETTS: 15\$ AU 613 755-1111 (+FRAIS APPLICABLES) - GROUPES : 613 744-8982

Insémination artificielle Médecin poursuivi par deux patientes

CATHERINE LAMONTAGNE
clamontagne@ledroit.com

Deux femmes d'Ottawa intentent une poursuite de plus de 1 million \$ chacune contre le médecin qui les a inséminées.

Selon Radio-Canada, les deux mères de famille affirment que leur médecin, Bernard Norman Barwin, a été négligent dans la gestion des dons de sperme et qu'il aurait mélangé ceux-ci. Les deux plaignantes se questionnent même à savoir si le Dr Barwin ne serait pas le père de leur enfant. Elle demande donc à ce dernier de se soumettre à un test d'ADN.

L'une des deux mères, Trudy Moore, avait fait appel à une mère porteuse qui devait être inséminée avec le sperme de son mari. Des tests d'ADN ont toutefois établi que l'enfant et le mari de M^{me} Moore n'ont aucun lien de sang.

La deuxième plaignante affirme pour sa part que l'ADN de sa fille de 5 ans et celui du donneur sélectionné ne concordent pas.

Le Dr Barwin jouit d'une bonne réputation au sein du milieu médical. En 1997, il a reçu l'ordre du Canada pour ses travaux en médecine reproductive. Il a aussi fondé une clinique de fertilité à Ottawa il y a plusieurs années.

L'avocate de l'accusé, Karen Hamway, indique que son client nie catégoriquement toutes les allégations des deux Ottawaïennes. Il refuse de commenter le dossier, prétextant le secret professionnel.

Le Dr Barwin dispose de 30 jours pour se manifester devant les tribunaux.

cyberpresse.ca LeDroitSurMonOrdi.ca

LEDROIT, LE MERCREDI 15 SEPTEMBRE 2010

Les Belles-sœurs chantée : un succès phénoménal !

CE SOIR 21 h VOIR

AVEC SÉBASTIEN DIAZ
AVEC, ENTRE AUTRES, MICHEL TREMBLAY, RENÉ RICHARD CYR ET MAUDE GUÉRIN
AUSSI : MAXIM GAUDETTE ET MÉLISSA DÉSORMEAUX-POULIN À LA DÉFENSE DU FILM *INCENDIES*

tolequebec.tv

Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

15 septembre 2010 | Le Droit | LeDroit

LA MINISTRE MEILLEUR DÉNONCE À SON TOUR

La ministre déléguée aux Affaires francophones de l'Ontario, Madeleine Meilleur, joint sa voix à celles des nombreux experts des milieux de la santé publique, du secteur public et de la recherche pour dénoncer l'abolition du questionnaire long du recensement 2011. Dans une lettre envoyée au ministre de l'Industrie Tony Clement, Mme Meilleur affirme que les données recueillies dans le questionnaire long sont essentielles pour la bonne administration de la Loi sur les services en français en Ontario. Selon la ministre la suppression du questionnaire long « compromet la fiabilité des données et, par extension, la capacité de planifier des services provinciaux garantis par cette loi, répondant aux besoins des familles francophones de l'Ontario ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 septembre 2010 | Le Droit | YVESYVESSOUICY SOUCY ysouicy@ledroit.ledroit.com com

La 6e année sans crayon, ni papier

Deux classes de l'école Sacré-Coeur à Masson-Angers n'utiliseront que l'ordinateur

Finis les livres, les cahiers et les crayons pour la quarantaine d'élèves des deux classes informatiques de 6e année de l'école primaire Sacré-Coeur, dans le secteur Masson-Angers.

Service Goodwrench
 L'EXPERTISE À PRIX COMPÉTITIFS.

OFFRE SPÉCIALE D'ENTRETIEN SAISONNIER

OFFRE PRENANT FIN LE 18 OCTOBRE 2010

POUR UN TEMPS LIMITÉ

39⁹⁵\$*

COMPRENANT :

- LUBRIFICATION, HUILE ET FILTRE
- PERMUTATION DES PNEUS
- INSPECTION EN 20 POINTS

LES DÉTAILLANTS SERVICE GOODWRENCH DE LA RÉGION D'OTTAWA

BELISLE AUTOMOBILES INC. 444 Montreal Road Ottawa, ON, K1R 0V3 (613) 749-5844 www.belisleautomobiles.ca	JACK MAY CHEVROLET BUICK GMC LIMITED 5788 Price of Wales Drive Ottawa, ON K2C 2H1 (613) 692-2683 www.jackmay.com	MYERS CADILLAC CHEVROLET INC. 1208 Baseline Road Ottawa, ON K2C 8A8 (613) 225-2277 www.myers.ca	REID BROS. MOTOR SALES LIMITED 149 Madawaska Blvd., Arranville, ON, K7S 1E8 (613) 622-2437 www.reidbros.ca
BILL OSBORNE CHEVROLET LTD. 184 Elvira Street Kemptville, ON, K8G 1A0 (613) 265-9402 www.osborneinc.ca	JIM TURMAN CHEVROLET 1778 Bank Street Ottawa, ON, K1V 7T8 (613) 733-4050 www.jimturmanchevrolet.com/	MYERS KANATA CHEVROLET BUICK GMC INC. 230 - 2500 Palladium Drive Kanata, ON, K2V 1E2 (613) 888-8221 www.myers.ca	SURGENOR PONTIAC BUICK LIMITED 838 St. Laurent Blvd. Ottawa, ON, K1R 3R1 (613) 741-0741 www.surgenor.com
BOULEVARD CHEVROLET CADILLAC LTÉE 950, boul. Saint-Joseph Gatineau, (QC) J8Z 1S8 618 777-2731 www.boilevardinc.com	LACHAPPELLE PONTIAC BUICK GMC LTÉE 958, boul. Saint-Joseph Gatineau, (QC) J8Z 1S8 618 778-3111 www.lachapellechevrolet.com	MYERS ORLEANS CHEVROLET BUICK GMC INC. 1075 St. Joseph Boulevard Orleans, Ontario, K1C 7A2 (613) 824-8267 www.myers.ca	VIC BENNETT MOTORS LIMITED 375 McNeely Ave. Carleton Place, ON, K7E 0A1 (613) 257-2432 www.vicbennettmotors.com
DEMERS CHEVROLET INC. 865, boul. Maloney Ouest Gatineau, (QC) J8T 3R6 618 588-5811 www.demerschevrolet.com	LAPLANTE CHEVROLET PONTIAC BUICK GMC LTD. 622 Principale Street, Cochrane ON, K0A 1M8 (613) 764-2248 www.japlantechex.com		

Protégez votre investissement. Visitez goodwrench.ca

Tout leur apprentissage académique quotidien, que ce soit en mathématique, en français, en science ou autres, se fera exclusivement à l'aide de leurs ordinateurs portables PC et Mac, fournis par la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées (CSCV).

Pour cette génération C (jeunes de 12-24 ans), qui est presque née avec un ordinateur entre les mains, cette façon de développer des connaissances et des compétences représente une source de motivation très importante pour favoriser la persévérance et la réussite scolaire, surtout chez les garçons.

« C'est unique au Québec que les élèves touchent aux deux technologies en même temps. Les classes ont débuté depuis à peine deux semaines, et déjà, on voit l'intérêt et la motivation des élèves. Ils sont déçus lorsque le cours est terminé. Ils ont hâte au prochain projet. Ils veulent aller plus loin, découvrir de nouvelles choses », affirme Sébastien Bujold, un des deux enseignants responsables de ce projet novateur à la CSCV.

Il est important de mentionner que les jeunes sont encadrés pour se familiariser avec l'utilisation responsable de ces technologies de l'information. Des aménagements physiques et virtuels particuliers permettent de répondre aux besoins. On retrouve un environnement informatique PC dans une classe et Mac dans l'autre.

Les deux enseignants se partagent les matières. Les élèves se déplacent donc d'un local à l'autre, ce

qui leur permet d'appriivoiser les deux technologies.

Élèves motivés

« C'est très motivant car j'aimais déjà beaucoup jouer avec l'ordinateur et c'est plus le fun d'écrire à l'ordi que sur une feuille de papier », souligne le jeune Jérémie Langevin, un des élèves qui bénéficient des nouvelles classes informatiques.

Mais le développement de connaissances et de compétences ne se limite pas qu'au niveau pédagogique. On veut aussi que ces outils technologiques servent dans leur quotidien. Les jeunes apprennent notamment à exercer leur jugement critique face à toute l'information qui leur est présentée afin qu'ils sélectionnent celle qui est pertinente.



Les enseignants les initient également à utiliser de façon sécuritaire les réseaux sociaux et à développer un code d'éthique. On leur explique aussi comment utiliser le courriel, le traitement de texte, la robotique et même réaliser des vidéos et des capsules radios.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 septembre 2010 | Le Droit | PARIS — Agence France-Presse

LA FRANCE INTERDIT LE VOILE INTÉGRAL

Le Parlement français a définitivement adopté hier, par un vote du Sénat, le projet de loi interdisant le port du voile islamique intégral dans l'espace public, cette interdiction ne devant entrer en vigueur qu'au printemps 2011. La France, où le voile intégral est porté par environ 1900 femmes, est ainsi le premier pays européen à procéder à cette interdiction généralisée. Une mesure similaire est en cours d'adoption en Belgique. Le texte ne vise pas expressément le voile intégral, mais « la dissimulation du visage dans l'espace public ». Ce qui comprend les rues, mais aussi « les lieux ouverts au public » (commerces, transports, parcs, cafés...) ou « affectés à un service public » (mairies, écoles, hôpitaux...). Le texte interdira de fait le port du niqab (qui ne laisse voir que les yeux) ou de la burqa (qui masque l'ensemble du corps), sous peine d'une amende de 150 euros et/ou d'un stage de citoyenneté. L'interdiction n'entrera en vigueur qu'au printemps 2011 après six mois de « pédagogie ». Toute personne obligeant une femme à se voiler sera passible d'un an de prison et de 30 000 euros d'amende. Le Conseil d'État, plus haute juridiction administrative, avait émis des réserves sur une interdiction généralisée du voile intégral.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

15 septembre 2010 | Le Droit

Sortir l'armée de l'école

Je joins ma voix aux très nombreux Québécois qui veulent mettre un terme aux activités de recrutement de l'armée canadienne dans les écoles (« Une campagne contre le recrutement militaire dans les écoles primaires », LeDroit, 30 août, et « Pas d'enfants recrutés », 11 septembre). La campagne lancée par la Marine canadienne à l'occasion de son centenaire et qui s'adresse particulièrement aux élèves du primaire va beaucoup trop loin. Il est inadmissible de valoriser l'armée auprès d'enfants à la recherche de modèles, particulièrement lorsqu'il est démontré que l'armée cible principalement les enfants issus de milieux défavorisés en se présentant comme une solution pour sortir de la pauvreté. Qui que nous soyons – commissaires scolaires, enseignants ou parents – nous devons absolument sortir l'armée canadienne de nos écoles!

Bruno Marquis, Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com

À SURVEILLER: Rencontre parents-ados d'Adojeune le 5 octobre à la polyvalente du Versant Pour information: 819-568-4499.



Fini la p'tite bière dans le vestiaire!

«**O**k les boys, y a pu de bière après la game!»

Voilà, à peu de mots près, ce que les responsables des équipes de garage ont dû dire à leurs joueurs cette semaine. C'est bel et bien terminé, l'époque bénie où l'on pouvait siroter une p'tite bière dans le vestiaire après un match de hockey. La Ville de Gatineau a décidé d'appliquer à la lettre une réglementation municipale et provinciale.

Ce n'est pas un drame en soi. La consommation d'alcool dans les lieux publics est proscrite, à moins d'un événement spécial dont les organisateurs sont dotés d'un permis d'alcool ou dans les établissements licenciés.

Mais revenons à la base. Depuis toujours, la consommation de quelques bières est tolérée dans les vestiaires des arénas.

En Outaouais, il y a même des ligues de hockey pour adultes qui sont commanditées par des brasseurs. Qu'est-ce qu'il y a de mal à ça? Absolument rien.

Mais là où le bât blesse, c'est le manque de civisme de certains «joueurs» qui ne respectent pas le fait que les arénas sont de propriété publique et que des mineurs partagent les mêmes lieux. Comme toujours, l'insouciance de certains fait perdre des privilèges à la majorité. C'est comme ça dans notre société. Si on n'est pas capable de se responsabiliser, toute la communauté en souffrira.

Et voilà où est le nœud du problème. Gatineau n'a pas assez d'infrastructures de loisirs afin de bien accommoder toute sa population, adulte ou enfant.

Bientôt, le premier centre sportif privé verra le jour en Outaouais. Le complexe Brière-Branchaud aura donc le loisir de se soustraire à cette réglementation en obtenant un permis d'alcool. D'ailleurs, à moins que je me trompe, ce centre devrait compter sur un service de restauration et de bar, comme c'est le cas dans plusieurs complexes du genre. À titre d'exemple, le complexe des 4 Glaces de Brossard offre à sa clientèle adulte ce genre de service.

Et il n'y a rien d'exceptionnel à ça. On a qu'à visiter d'autres

types de centres sportifs comme la Sporthèque par exemple. Là-bas, il est possible de casser la croûte et de boire une bière après un match de squash. Même chose dans les clubs de golf et certains centres de conditionnement physique.

Mais pour en revenir aux arénas de Gatineau, je dois dire que je n'ai pas trop de problème avec l'application de ce règlement. Ayant joué de nombreuses années au hockey dans ce genre de ligues, je suis déçu, évidemment. Mais cela ne me gêne pas le moins du monde. À moins de jouer à 2 h du matin, il est toujours possible de trouver un endroit où les joueurs pourront se «restaurer» après le match. Et il ne faut surtout pas oublier que ce règlement est en

vigueur depuis de nombreuses années et ce n'est que grâce à la tolérance des municipalités que les hockeyeurs adultes pouvaient se taper quelques bières après la partie.

Alors les gars, ne soyez pas tristes. Nous sommes les seuls à blâmer. Nous avons perdu un privilège qui, avouons-le, était presque devenu la norme. Du plus loin que je me rappelle, la bière et le hockey ont toujours fait bon ménage.

Mais voilà que l'on a passé le balai et les bouteilles vides n'ont pu être poussées sous le tapis. Après les hot-dogs et les boissons énergétiques, c'est au tour de la bière d'être bannie de nos arénas. Fallait s'y attendre un jour ou l'autre!

» EN BREF

370 «DÉCULOTTÉS» À OTTAWA



Revêtant des costumes farfelus, des caleçons ou des tenues sportives, 370 coureurs et marcheurs ont quitté la Place Marion Dewar pour défiler dans les rues d'Ottawa à l'occasion de la Soirée déculottée de la Fondation du cancer de la région d'Ottawa qui se tenait samedi dernier. Les participants ont amassé 202 000 \$ pour épauler la mise sur pied de programmes visant à lutter contre les cancers qui se développent «sous la ceinture». Voilà une première édition bien réussie pour cette course de 10 km et marche de 5 km au profit de la Fondation du cancer. Ceux et celles qui voudraient participer à l'événement l'an prochain peuvent visiter le site www.exposezlecancer.org ou téléphonez au 613-288-CURE.

UNE JOURNÉE BIEN RÉUSSIE



Près de 80 joueurs et joueuses s'étaient donnés rendez-vous pour la 4^e édition du Défi Volleyball contre les cancers. Un montant de 4548 \$ a été remis à la Société canadienne du cancer en Outaouais. Soulignons la victoire des Crazy frogs dans la catégorie 4 contre 4 de l'équipe Deadline Arson en 6 contre 6.

BERNIER RÉCIDIVE

L'ami Carl Bernier, animateur de l'émission du matin à la radio de Radio-Canada, animera de nouveau le gala d'excellence Les Culturiades qui se tiendra le 10 novembre à la Maison du citoyen de Gatineau.

Ce gala, qui prend la forme d'un 5 à 7, se veut un moment de rassemblement pour toute la communauté culturelle de l'Outaouais. Pour cette 11^e édition, on entend souligner le travail et la contribution de tous les artisans de la culture outaouaise.

Fière de pouvoir compter sur des partenaires et des commanditaires, la Fondation souhaite faire de l'édition 2010 un événement festif unique.

Depuis plus de dix ans, la Fondation pour les arts, les lettres et la culture de l'Outaouais soutient la création et l'engagement culturel. Aussi la remise annuelle des prix d'excellence de la Fondation est-elle devenue l'événement phare de l'organisme.

Lifetime Networks est un organisme sans but lucratif qui célèbre son 10^e anniversaire. Et pour souligner cet anniversaire, l'organisme s'est joint à Parrainage civique Ottawa. Cet organisme œuvre également auprès des personnes handicapées d'Ottawa en jumelant un membre de la communauté à une personne handicapée. Lifetime Networks a pour but d'aider à instaurer et à maintenir un réseau de support fiable et chaleureux dans la vie de personnes handicapées. Il procure un connecteur communautaire qualifié aux familles afin de les aider à construire un cercle d'amis autour de l'individu handicapé. Pour prendre part à cette croisière, dont le départ sera donné au quai du parc Jacques-Cartier, demain soir à 19 h, vous pouvez composer dès maintenant le 613-761-9522.

LE RETOUR DE

37 LAVAL

Le groupe gatinois 37 Laval reprend du service.

Après avoir fait un retour, le printemps dernier, dans «l'antre» qui l'a vu naître, le groupe montera sur la scène du Petit Chicago, vendredi soir.

Les fans du groupe ainsi que ceux et celles qui voudraient passer une excellente soirée sont invités.

Le spectacle débute à 21h.

VIRÉES BLUES

C'est ce soir que se mettra en branle la 12^e édition des Virées Blues.

Pour l'occasion, les organisateurs

ont invité les deux meilleurs harmonistes du Québec.

Jim Zeller et Carl Tremblay vous en mettront plein les oreilles lors de cette soirée au Petit Chicago, dès 20 h.

Vous aurez aussi l'occasion de déterminer qui est le meilleur harmoniste du Québec lors d'un face à face entre ces deux virtuoses.

ART DE L'ORDINAIRE

L'Association Art de l'Ordinaire, qui regroupe des artistes et des artisans de Cantley, tient la 7^e édition de sa tournée des ateliers, les 25 et 26 septembre.

Dix-huit artistes, dans des disciplines variées, font parties de la tournée. Pour tout savoir, il suffit de visiter le site www.artdelordinaire.com.

L'organisme existe depuis 2003 et il encourage la création et fait la promotion des artistes de Cantley.

CHACUN SA CARTE

La campagne de la Bibliothèque publique d'Ottawa À chaque enfant sa carte se terminera le vendredi 24 septembre.

Jusqu'à maintenant, 3669 enfants, dont 1092 nouveaux membres, ont participé à la campagne en obtenant leur carte de bibliothèque.

Il est toujours temps pour les enfants de 16 ans et moins de participer à cette campagne.

L'événement de clôture de la campagne aura lieu le samedi 2 octobre à la succursale Nepean Centrepointe entre 10 h et 13 h. Pour plus d'information, consultez le www.BiblioOttawaLibrary.ca.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)



RBC Royal Bank®

The \$6 Small Business
Pay less. Get more. [See ho](#)

School reform needs inspection

By CHRISTINA BLIZZARD, OTTAWA SUN

Last Updated: September 15, 2010 2:00am

One thing about Dalton McGuinty — when he talks education, he speaks from the heart.

The premier is hanging his hopes for a third term on education.

You can disagree with him for spending \$1.5 billion for all-day babysitting — oops, kindergarten — at a time when the province is awash in \$19-billion-worth of red ink.

At least he cares about it.

McGuinty kicked off the week by delivering a highly personal speech at an international education conference in Toronto.

He talked passionately when he spoke of education as “the power to lift all of us up.”

On his father’s side, he recalled, his grandmother ran a boarding house. His grandfather was a night watchman.

His mother’s father left one day when she was still very young.

“He never came back” — leaving his grandmother with five young daughters to raise alone, which she did by cleaning other people’s houses.

“Two generations later, I enjoy the privilege of serving 13 million Ontarians as their premier,” he said.

McGuinty’s mom has 26 grandchildren — all of whom will go to college or university.

The two-day education conference that just wrapped up was chaired by Sir Michael Barber, who served as education adviser to former U.K. prime minister Tony Blair.

Blair swept to office in 1997, after 18 years of Conservative government, on a promise to make massive reforms to the school system.

It was up to Barber to implement those changes.

In an interview this week, Barber said there are two important parts to education reform.

“In education you need to measure overall performance of the system — especially in English, math and science — at the local level and at the school level,” he told me.

As well, he said, you have to measure the “achievement gap” — the difference between how mainstream students perform and how those in disadvantaged parts of the population are doing.

“We tried to reduce the number of low-performing schools,” Barber said.

The Blair government instituted an inspection system that involved an independent agency inspecting all schools. Between 1%-2% of schools failed the inspection.

“Local authorities were required to intervene in schools and change the leadership, or close them and redistribute the children,” he said.

“It put pressure on local authorities and it worked tremendously well.

“The number of low performing schools dropped tremendously,” he said.

It seems to me school inspectors are something this province could use.

Barber says the Ontario school system stacks up well with others around the world, putting it in a class with Singapore, Australia and the U.S., where there has been progress.

While powerful teacher unions often balk at reform, he said they can either be a barrier or an asset.

“The biggest problem in any system is inertia,” he said.

The four-year deal hammered out with unions in 2004, after the McGuinty Liberals came to power, gave the system the stability it needed to move on.

As for faith-based schools, he said Britain is moving ahead with state-funded Muslim, Sikh, Hindu and other religious schools.

“Every culture has to respond to its culture and its history,” he said.

Hmmm. A winning election platform for McGuinty, perhaps? Or not.

christina.blizzard@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Local Muslims decry French veil law

By **SCOTT TAYLOR, OTTAWA SUN**

Last Updated: September 14, 2010 7:49pm

A law passed Tuesday in the French Parliament making it illegal to wear a full-face veil in public is not needed in Ontario, say Ottawa Muslim community leaders.

The law was passed 246-1 in the French Senate Tuesday.

Fauzya Talib, a board member of the Canadian Council of Muslim Women, said many debates concerning Muslims are fuelled by passion rather than common sense.

"There's such a high level of emotion from around the world right now, so it's hard to say if such a law would come here. This wave of governments telling women what to wear is upsetting, but at the same time for reasons of health or safety or security you should be showing your face."

Talib suggested that as long as both sides try to understand the other and work together, ground rules can be worked out.

"Islam teaches us to follow a middle way. And some people do not see (covering one's face) as part of Islam, it's not required for people within the faith to dress that way. But for other people who have come from cultures where that is part of their practice, I don't think it's legitimate to expect them to come here and to immediately change the way they've been dressing.

"It's not how I practice Islam, but I think anyone who wears that thinks she is being an observant Muslim and I think part of being that observant Muslim is complying with the laws, not breaking laws, not causing harm to others."

Salah Basamalah, a spokesman for the organization Muslim Presence and a University of Ottawa professor, said women show their faces whenever they're asked to for security, so mandating it by law might be taken as heavy-handed.

"It would be like a suspicion that is misplaced," he said. "Whenever they've been asked to unveil their face and show themselves for identification, all Muslim women have been very co-operative. So while (the ban) would not be a direct attack against (Muslim) women, it may be seen as an indirect one against Muslims in general."

Basamalah said Muslims in Canada are, for the most part, embraced more than they are in other countries.

"The cultural grounds, the state of mind of the Canadians, is much more positive than what we see elsewhere, especially in Europe. Even in the United States, unfortunately, after what we have heard about the Islamic centre near Ground Zero. I think the panic, the fears are much more entertained over there than they are here."

scott.taylor@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | *15 Sep 2010* | *Ottawa Citizen*

Engineers contribute

As an engineering graduate student at U of O, I strongly disagree with the researchers' insinuation that engineering disciplines "attract so many of its students to extremism." At Ottawa and most other engineering schools in Canada, students must take philosophy and law courses so that students can enter the workforce as critical thinkers and ethical individuals.

There is nothing inherent in engineering schools to encourage extremism; we don't blame the piloting profession for producing many of the Sept. 11 terrorists or the medical field for being responsible for the two other Ottawa terrorism suspects.

Engineering students may be stereotyped as introverted and single-minded, and thus easy prey for extremist recruiters, but the profession, through its education curriculum, makes every effort to dispel those notions and graduate people that will contribute positively to society. The small fraction of students who do go on to extremism are not the fault of an engineering education.

BEN SMITH,
Ottawa

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Sep 2010 | Ottawa Citizen | HUGH ADAMI

Forced to go home by a Catch-22

A would-be immigrant must leave Canada despite having a job ... and lots of support

The plan was for Ana Laura Roman-Blacio to be in charge of The Little School daycare in Orléans by now, five years after arriving here from Mexico with her family.



PAT MCGRATH, THE OTTAWA CITIZEN

Ana Laura Roman-Blacio, with daughters, Ana-Lorena, 11, and Laura, 9, does not know if she will be allowed to return to her home in Canada.

Instead, Ana, 49, was on her way back to Mexico on Tuesday night with the youngest of her two daughters. She does not know whether she, her husband, Martin Fuentes, and daughters, Ana-Lorena, 11, and Laura, 9, will be reuniting in Ottawa or resettling in Mexico.

For the next few days anyway, Ana's priority is to spend time with her dying mother. But she is also absorbed with fear of never seeing her Convent Glen home again. Ana says she was caught in a Catch-22 situation and unwittingly violated a immigration rule regarding her work permit.

Friends, neighbours, co-workers and even officials at various Central and South American embassies — who got to know her after she started working at a Sparks Street bank — are upset with her predicament. They have written letters of support in the hope that Citizenship and Immigration Canada — which notified her in a July 29 letter that she had to leave the country — will grant the family permanent residence.

One supporter is Charles Savard, a retired RCMP chief superintendent. "Ana and her husband ... are both extremely hardworking individuals ... the type of individuals we most certainly like to have in ... Canada."

Their children's teachers and friends have also been writing. "Laura is one of my best friends, and, if she leaves, I will never be happy," 10-year-old Ruby Mcloughlin writes.

An aide for Ottawa-Orléans MP Royal Galipeau says it is evident that various government staffers have worked on the woman's file at different times, but have a done a poor job communicating with each other. "I'm afraid she is going to fall between the cracks."

Ana says she was told by an immigration worker that she isn't being given a break because of

Mexico's backlash over the federal government's decision last year to impose visas on Mexican nationals entering Canada.

Prime Minister Stephen Harper said the change was necessary because of Canada's weak refugee laws. "But I am not a refugee," Anna says. "I am a skilled worker."

Ana, a former nun who worked with street kids in Mexico before acquiring a master's degree in education, was urged by her brother and her sister-in-law in Ottawa to migrate to Canada five years ago and work as a teacher at the daycare they opened in 1985.

Enrique Roman-Blacio, an architect by profession, says he and his wife, who were longing to spend winters in Mexico, wanted Ana to eventually take over as principal of The Little School. The daycare also offers junior and senior kindergarten.

The family arrived in Ottawa in 2005 after being granted temporary resident status to work here for two years. While Ana taught, Martin took on the duties of janitor and phys-ed instructor at the daycare.



Martin, a former university soccer coach in Mexico, also works as a part-time coach in Ottawa.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Sep 2010 | Ottawa Citizen | *Is something bothering you? Please contact thepubliccitizen@ottawacitizen.com*

Adami: Didn't hear back from Immigration

About a year into the job, Ana was informed that she needed to upgrade her qualifications in early childhood education to be certified for the job. She would have to enrol in special courses. But Ana's work permit did not allow her to study.

She says she continued working for her brother, but, after about 18 months, decided it would be prudent not to accept any pay. She continued as a volunteer for four months, but then stopped, fearing that she would get the daycare into trouble for not being certified.

At the end of her second full year in Canada, she says she applied for permanent residence under Citizenship and Immigration's Canadian Experience category. Permanent residence would allow her to work and study for her teacher's certificate.

While Ana awaited approval, a neighbour suggested she apply for a teller's job at the Royal Bank on Sparks. Anna says she notified Citizenship and Immigration in November 2007 that she had the new job. She says she didn't hear back. In February 2008, the government extended her work permit as well as her husband's, by another two years.

In the meantime, her application for permanent residence kept going back and forth as Citizenship and Immigration required additional information.

Last February, with their work permits set to expire again, the couple asked for new extensions. The trouble started shortly after. The bank was asked by Service Canada to provide what is called a "labour market opinion" — which helps the government determine if work given to a temporary resident can be done by a Canadian. Ana was given a glowing report.

Even if Citizenship and Immigration saw the report, the praise probably wouldn't have mattered. In late July, the department notified Ana that she had to leave the country immediately as she had worked at the bank without authorization and therefore lost her temporary resident status.

Days after, Ana received another letter, this one from the Consulate General of Canada, advising her that her application for permanent residence "has been placed in a queue awaiting assessment."

But, as she didn't teach for the entire 24 months of her original work permit, her application would appear to be invalid.

After consulting with various lawyers, Ana agreed that it was best she return to Mexico before being formally deported and then having no chance of ever being allowed back into Canada. Her mother's grave condition got her packing sooner.

Ana's problems are also affecting Martin's status, and for now he and his daughter have until Oct. 29 to leave Canada.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Sep 2010 | Ottawa Citizen | BY DON BUTLER

Obesity expert slams school boards

Bus safety day sponsorship puts children in McDonald's 'advertising gun sights': Freedhoff

Ottawa school boards are putting kindergarten students in McDonald's "advertising gun sights" by letting the fastfood giant co-sponsor an annual bus safety awareness day, a prominent obesity doctor says.

Yoni Freedhoff, founder of Ottawa's Bariatric Medical Institute, says he's "absolutely appalled" area school boards have invited McDonald's to "target innocent four-yearolds with advertising."

School bus safety awareness day is designed to teach first-time school bus riders — typically four or five years old — safe bus practices.

More than 1,500 youngsters attended this year's awareness day, held on Aug. 29. Including parents and siblings, about 6,000 people took part, says John Grochot, chairs of the organizing committee.

The event began in 1992 and McDonald's has been a co-sponsor for the past 16 years. While it doesn't provide any cash, it supplies food and other products for volunteers and participants.

This year, the company offered children an orange drink, a chocolate-chip granola bar, coupons for a free ice cream cone, place mats, colouring books featuring McDonald's characters, and "Super Rider" safety certificates signed by Ronald McDonald.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 15 Sep 2010 | Ottawa Citizen

Obesity: 'The whole point is the safety of the kids'

McDonald's also supplied breakfast and lunch for the volunteers who run the event.

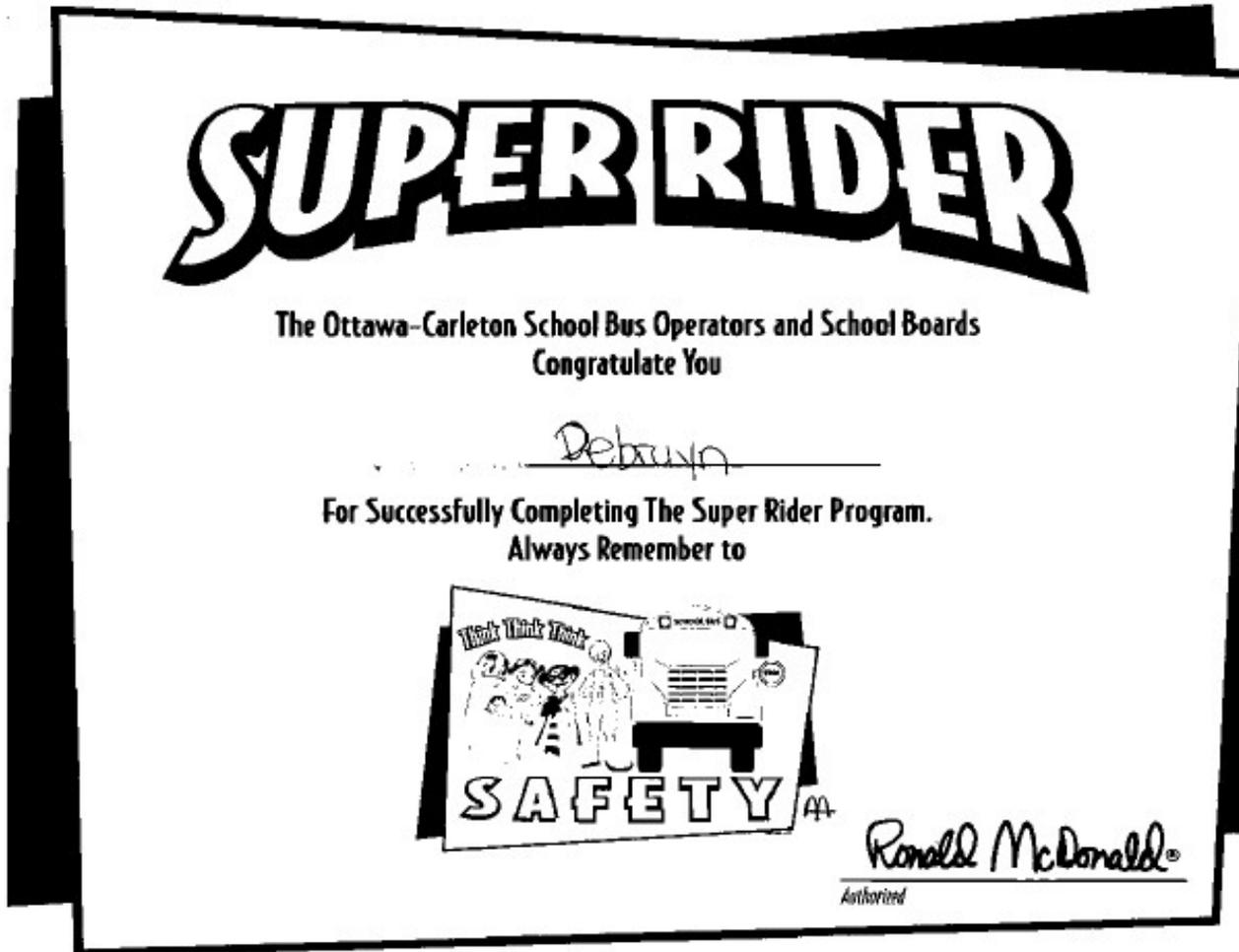


IMAGE SUPPLIED

For nearly two decades, McDonald's has sponsored the Super Rider bus safety program at Ottawa school boards. Kindergarten students have received certificates like the one above.

Freedhoff says exposing young children to McDonald's marketing is "just wrong. I don't think my children should be the target of advertisers at schools.

"They get targeted everywhere else. You'd think the school would be a safe haven. Clearly, in this case, it's not."

Defenders of the awareness day event say Freedhoff is missing the point by focusing on McDonald's role.

"It is an invaluable program," insists Grochot, who has been involved from Day One. "It's all about the safety and the well-being of the kids."

In nearly two decades, no more than 10 people have expressed concern to him about McDonald's involvement in the event, Grochot says.

"The whole point is the safety of the kids," agrees Kathleen Both, owner of M.L. Bradley Ltd., one of the school bus operators that participate in the event free of charge. "It's not about McDonald's."

The Ottawa Student Transportation Authority, which transports 60,000 Ottawa students to school daily, organizes the annual awareness day, but it wouldn't happen without help from McDonald's, says Roy Wierenga, the authority's general manager.

"This is a very important safety program that can't operate without sponsorship," says Wierenga, who calls safety awareness day a "positive, wonderful program."

He says Ottawa's school bus safety record is "very good, and this is no doubt a definite contribution to that."

A McDonald's Canada spokeswoman had no comment beyond saying the company didn't pay to participate in the event, but simply donated food and other products to support it.

During the event's hourlong program, participants are shown a 15-minute Walt Disney video featuring Winnie the Pooh. They then board a bus and are driven to a controlled site, where they practise getting on and off the bus and crossing the road safely.

That's very important, Wierenga says. "The most critical moment of student safety is as they board a bus or as they get off a bus. We teach them about the danger zones around the bus."

Both says what children learn at the event can't be duplicated in any other way.

"The actual experience of doing that is priceless," Both says. "You can't get that from a book, you can't get that from telling a kid, you can't even get that from the video."

However, Freedhoff, who posted his criticisms on his popular blog, Weighty Matters, is skeptical that the training session really does much to teach school bus safety to young children.

He says a school board official told him McDonald's sponsorship of the event is worth \$20,000 a year.

"This is just pure advertising," he says. "McDonald's is not spending \$ 20,000 for nothing. McDonald's is spending \$20,000 to get people through their doors."

The sponsorship is also aimed at polishing the company's image with parents, he says, while its colouring books create "character recognition in a happy brainspace for the children."

McDonald's is "trying to get consumers at the earliest age possible, because what you want to create are lifers," Freedhoff says. "You want people who will love and use your product for life."

Both, whose late father held the first Ottawa safety awareness day in 1991, says Freedhoff's alarm at McDonald's involvement is "overblown. It's a very, very small portion of the day."

"We have a wall full of letters from people thanking us. If you spoke to some of the drivers who have been doing this for 20 years, they'll tell you it's well worth it."

School bus safety is also taught in the schools, Grochot says, but start times for kindergarten students are phased in over the first month of school, and a month could pass before some received any safety training.

"If something happened before they got to school and there was no instruction anywhere, I don't think I could live with myself," Grochot says.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.